

Mettre en échec la droite, bâtir une alternative de progrès

Notre pays vient de connaître un véritable séisme politique et institutionnel. Le Parti communiste n'est pas épargné. Nos concitoyens ont l'impression que les perspectives d'un changement progressiste s'éloignent en France comme en Europe.

L'échec de la gauche en France fait resurgir une question récurrente. Peut-on durablement répondre aux aspirations populaires sans s'attaquer de front au système capitaliste ? Est-il possible de construire une alternative de progrès social sans rompre totalement avec le social-libéralisme ?

Les dégâts du système capitaliste sont tellement considérables que la droite elle-même ne peut plus ignorer une telle interrogation. Ainsi J. Chirac disserte-il sur la « mondialisation humanisée » au sommet de Johannesburg. Cette interrogation chemine aussi chez les Verts et les socialistes sous la pression des militants lors des universités d'été.

La réflexion – que le Parti communiste a décidé d'engager avec les hommes et les femmes de notre pays pour être une force utile à la transformation sociale – est, dans ce contexte, d'une importance primordiale.

C'est urgent. La droite cherche, en effet, à mettre à profit le choc de ce revers électoral et l'absence de crédibilité à gauche. Elle met en route la « révolution » conservatrice du Medef qui lui enjoint de frapper fort et vite.

Les prochains mois vont être décisifs. Car les difficultés sur lesquelles la gauche a échoué persistent. La droite y est déjà confrontée. Les insatisfactions sociales ne manqueront pas de s'aiguiser comme on le voit à propos de l'École. Et, la droite ne peut oublier que le projet politique du candidat Chirac n'a pas recueilli une adhésion massive lors des élections présidentielles. Dans plusieurs secteurs, les organisations syndicales, les salariés sont sur le qui-vive (fonction publique, santé, EDF-GDF, transports aériens, etc.).

Les « cafouillages » successifs des ministres montrent à quel point la marge politique dont ils disposent est étroite. Le gouvernement pour réaliser à la fois l'allègement « des charges » sociales et des impôts, l'accroissement des dépenses de sécurité et de justice tout en restant dans les clous du pacte de stabilité doit tailler massivement dans les dépenses sociales, alors que, cependant il ne doit pas se rendre impopulaire. C'est pourquoi celui-ci louvoie, recourt au populisme et à l'autoritarisme, mais pour réaliser, au mieux, les exigences des marchés financiers et du patronat.

La dégradation de la conjoncture économique complique l'équation. La domination des marchés financiers et l'aggravation considérable de la crise qu'elle engendre va durablement plomber la croissance dans le monde. La locomotive améri-

caine – sur laquelle les gouvernements conservateurs fondent leurs espoirs – est dans une voie de garage.

La droite prétend œuvrer à restaurer la croissance, stopper et inverser la courbe du chômage tout en redoublant le soutien des marchés financiers et des grands groupes. En réalité, ses choix politiques contribueront à dégrader la conjoncture. Sauf dans le militaire et le sécuritaire, ils sont extrêmement récessifs : réduction au minimum des interventions publiques et sociales – allègement des cotisations sociales patronales et de l'impôt sur les sociétés – baisse de l'impôt sur les revenus au profit des plus riches – privatisations – « grand projet » de F. Fillon de démantèlement des dispositions protectrices du code du travail – remise en cause des 35 heures – fonds de pension, etc. Ce sont autant de facteurs qui renforceront la déprime de la demande (consommation et investissement, mais qui contribueront aussi, par le rationnement des moyens pour l'éducation, la formation, la santé, la recherche et les investissements d'infrastructure, à aggraver les problèmes d'efficacité de l'offre (industrie et services).

Si la droite garde les mains libres, les salariés, les familles, les retraités, les exclus, les nouvelles générations seront les premiers à en subir les dégâts.

Quand bien même, des solutions traditionnelles de replâtrage de la conjoncture économique et sociale seraient appliquées, les effets attendus ne seraient que d'une portée (extrêmement ?) insignifiante et précaire. Les fameux réglages du système capitaliste – que certains érigent sans sourciller en projet de société – ne fonctionnent plus dans une économie et une société dominées par le marché financier.

Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, c'est d'un dépassement de ce système par la conquête progressive d'un autre type de développement sécurisant l'emploi et la formation de toutes les populations par des coopérations de partage, s'appuyant sur l'intervention des salariés pour changer la gestion des entreprises et sur la promotion d'un financement émancipé des marchés financiers. Un nouvel âge de l'humanité. Le sommet de la terre de Johannesburg a ce mérite de révéler combien les peuples en ont immédiatement besoin. Et à quel point les grandes puissances – notamment les USA – et les multinationales persistent dans leurs choix destructeurs. L'Europe a certes formulé des propositions. Mais, celles-ci, restent enfermées dans les objectifs de marchandisation du monde auxquels veillent l'OMC et la BCE. En s'appuyant sur les aspirations, les luttes, les mouvements de résistance à la mondialisation capitaliste, il faut pousser à l'engagement de l'Europe par des actes d'urgence concrets en faveur des pays pauvres. ■

Dans notre pays comme ailleurs, l'hégémonie de la droite n'est pas irréversible. Une nouvelle construction est possible. Mais à condition que la Gauche se penche sérieusement sur les raisons profondes de son échec et élabore une véritable alternative, dégagée du social-libéralisme, avec les citoyens, les salariés, les mouvements de la société. Une telle alternative exige la plus large participation de toutes les forces de progrès dans les mobilisations, les luttes, les débats au plus près des populations contre les projets antisociaux de la droite, les idées d'extrême droite.

C'est à cela que les communistes veulent être utiles. Ils proposent d'engager, dans tout le pays ; dans les villes, les quartiers, les entreprises, un processus de rencontres - de forums - au plus près des gens, des salariés, des jeunes, pour débattre de l'initiative politique à prendre en vue de rassembler les forces de gauche au service de la transformation sociale, de la place que pourrait y tenir le Parti communiste français et dans

quelles conditions. Ils proposent simultanément d'ouvrir de grands chantiers de la transformation sociale pour résister aux projets de la droite, construire ensemble des alternatives en favorisant des changements en profondeur des conceptions et des pratiques des différentes composantes de la gauche sur les enjeux essentiels de la transformation de la société, de l'Europe et du monde.

Ainsi, par exemple, Il n'est pas permis d'attendre face à la dégradation qui s'accélère dans les entreprises, les services et secteurs publics et dans la vie quotidienne.

La proposition de faire de la fête de l'Humanité un premier temps fort de mobilisation - en créant notamment une coordination large de résistances et de contre-propositions pour faire échec aux privatisations - s'inscrit dans cette perspective. ■

Brigitte Dareau,
membre du Comité exécutif du PCF

SOMMAIRE

JUILLET-AOUT 2002 N° 576-577

ÉDITORIAL

Mettre en échec la droite, bâtir une alternative de progrès

Brigitte Dareau

CONJONCTURE

2 Etats-Unis et Bourses : une double domination contre l'emploi et la croissance

Yves Dimicoli

EMPLOI

8 Plan Fillon : travailler plus pour « coûter » moins

Alain Morin

11 Deux questions à Maryse Dumas

12 Durée du travail : 39 heures payés 35 pour relever le profit

Sylvian Chicote

POLITIQUE ECONOMIQUE

16 Un budget pour satisfaire la rentabilité financière

Fabien Maury

PRIVATISATIONS/ SERVICES PUBLICS

19 Initiative : création d'une « coordination anti-privatisation pour une alternative de progrès »

Marie-France Beauflis

21 L'urgence d'un bilan des privatisations

Bernard Saincy

INTERNATIONAL

26 Un an après le 11 septembre : politique de force ou nouveau Moyen-Orient ?

Jacques Fath

COMPRENDRE

28 Bonnes feuilles du livre de Paul Boccard : Une sécurité d'emploi ou de formation Pour une construction révolutionnaire de dépassement contre le chômage

Crédits photos :

Une de couv : C. Soubra

G.L.R. : p. 15, p. 22, p. 24, p. 31

DR : p. 5, p. 20, p. 25. Medef : p. 13

CGT Espagne : p. 29. IUT Perpignan : p. 33

ECONOMIE & POLITIQUE

Revue marxiste d'économie

Adresse postale Economie et Politique
2, place du Colonel Fabien
75019 Paris
Rédaction : 01.40.40.13.83
Administration : 01.40.40.13.47
Fax : 01.40.40.13.95
Site Internet : www.pcf.fr/Eco-po/
E-mail : ecopo@club-internet.fr

Directeur Politique : André LAJOINIE
Directeur Adjoint : Michel DAUBA
Rédacteur en chef : Alain MORIN
Administration, diffusion, promotion : Gérard LE BIHAN

Comptabilité : Mitra AMANI : 01 40 40 13 41
Conseil de rédaction et de diffusion : Jean BARRIERE, Claude BILLARD, Paul BOCCARA, Pascal BORELLY, Daniel BROCHOT, Wladimir BRONES, Jean BRUN, Daniel BRUNEL, Wladimir CHMANIEVSKY, Daniel CIRERA, Marc COHEN-SOLAL, Brigitte DAREAU, Michel DAUBA, Yves DIMICOLI, Françoise DUCHESNE, Jacques FATH, André FERRON, Olivier FRACHON, Jean GALLOT, Nadine GARCIA, Elisabeth GAUTHIER, Abdelmajid GUELMAMI, Aimé HALBEHER, Philippe HERZOG, Pierre IVORRA, Claude JAGUÉLIN, Jean-Paul LAHOUSE, André LAJOINIE, Okba LAMRANI, Marion LE BECHEC, Gérard LE BIHAN, Jean-Christophe LE DUIGOU, Patrick LE HYARIC, Jean LOJKINE, Jean MAGNIADAS, Nasser MANSOURI GUILANI, Fabien MAURY, Sylvie MAYER, Thierry MEOT, Catherine MILLS, Benoît MONIER, Alain MORIN, Pascal NONAT, Jean-Louis PASSART, Denis RECOQUILLON, Chantal REY, Guy SCHMAUSS, Daniel VERGNAUD.

En cas de changement d'adresse veuillez contacter
Gérard Le Bihan au 01.40.40.13.47

Directeur de la publication Jean-Louis Raach
Commission paritaire n° 57975
ISSN 0424-3218
Imprimerie SIPE, 85, rue de Bagnolet - 75020 Paris
Publicité : A C P

A nos lecteurs

Notre volonté de publier un numéro spécial pour la Fête de l'Humanité, pour traiter les sujets économiques et sociaux d'une actualité brûlante, nous ont imposé des contraintes techniques et la sortie exceptionnelle d'un numéro de 32 pages.